

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 18 SEPTEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) La dérive à gauche
- 2) La souffrance au travail se complique
- 3) Elles s'organisent
- 4) Une aide existentielle
- 5) Il faut le changer...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) A la Fête de l'Humanité, la belle unité des gauches vire au fiasco



Le PCF avait invité les formations de gauche à se rencontrer pour livrer une image d'unité, photo à l'appui. Mais Pierre Laurent, son secrétaire général, s'en est pris directement à Jean-Luc Mélenchon et l'illusion de rapprochement s'est vite envolée.

La deuxième journée de la Fête de L'Humanité débute sous les meilleurs auspices, ce samedi 16 septembre. Le soleil est revenu sur le parc de La Courneuve, en Seine-Saint-Denis, après les fortes averses de la veille qui font partie du folklore de ce rassemblement politique et festif. Plus tard dans la matinée, les organisateurs annoncent une affluence attendue proche des 500 000 personnes sur les trois jours. Une grande satisfaction pour Pierre Laurent, le secrétaire général du Parti communiste français (PCF), qui y perçoit le signe du dynamisme de son parti face à la politique engagée par le gouvernement d'Édouard Philippe.

Autre motif d'avoir le sourire pour les responsables communistes : la journée doit voir se rencontrer, de manière plus ou moins formelle, l'ensemble des forces de gauche, du Parti socialiste au NPA, en passant bien entendu par les Insoumis. À mi-parcours de la Fête, il s'agit pour Pierre Laurent de montrer concrètement, sous l'œil des caméras et du public, sa volonté d'union qu'il a déjà martelée la veille, plaçant le PCF en pivot de la construction d'un futur rassemblement. Le début de fronde, qui a déplacé plus de 400 000 personnes dans la rue le 12 septembre contre les ordonnances réformant le code du travail, offre un marqueur commun à toutes les formations politiques de l'opposition.

Plus tard dans l'après-midi est même annoncé un débat réunissant des députés de l'opposition – communistes, Insoumis, socialistes – qui ont ensemble bataillé lors du débat parlementaire en juillet, puis déposé une question prioritaire de constitutionnalité contre la loi d'habilitation. Un exemple érigé comme un possible embryon de combat commun hors de l'hémicycle.

Dans les allées, le désir, sinon d'union, du moins de réunion, s'exprime sans retenue. Devant la tente d'Ensemble, le mouvement de la députée insoumise de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain, Thomas interpelle : « Est-ce que les responsables de nos partis mettent tout en place pour l'intérêt commun ? Les directions nous bloquent. Nous devons unir nos forces. » Il ne cache pas une déception que chacun ne puisse pas rapidement trouver une voie commune. Derrière lui, un débat sur les alternatives à gauche est en cours qui réunit des figures de différents partis, comme Gérard Filoche pour les socialistes, Danielle Simonnet pour La France insoumise, un représentant d'Europe Écologie-Les Verts (EELV).

À l'issue de la discussion, chacun reste sur ses positions, mais les échanges ont eu lieu, ce qui rassure déjà certains militants. « Nous devons travailler sur des mots d'ordre communs au lieu d'ajouter une ribambelle de logos », clame Gérard Filoche, qui vise évidemment La France insoumise pour son sens du marketing. « L'unité, ce n'est pas l'unité de penser, c'est l'unité d'action. » Ce à quoi souscrit Danielle Simonnet, qui se félicite du très bon accueil reçu par les Insoumis tout en regrettant le refus de son interlocuteur de se joindre à la marche du 23

septembre contre « le coup d'État social d'Emmanuel Macron » : « Nous sommes toujours prêts à débattre, je le maintiens, mais nous avons effectivement notre stratégie. »

Plus loin, alors que la fraîcheur matinale laisse la place à une douceur automnale, Benoît Hamon est tout sourires. Son mouvement créé le 1er juillet dernier, le M1717, a planté son stand à la Fête de l'Humanité et crée un petit événement. Ils sont nombreux, les curieux, à s'y arrêter. Malgré quelques railleries, la plupart se satisfont de la venue de l'ancien candidat à l'élection



Benoît Hamon lors de l'inauguration du stand de son mouvement à la Fête de l'Humanité le 16 septembre 2017. © MJ

C'est d'ailleurs le message que veut faire passer Benoît Hamon : « La gauche doit être à La Courneuve pour débattre et discuter de ce qui nous rassemble », entonne-t-il. « Partout où des gens se mobilisent contre les ordonnances, nous irons. Nous ne ferons pas le tri. » Il sera donc de la partie le 21 septembre, deuxième manifestation à l'appel de la CGT, et le 23 septembre, lors de la mobilisation initiée par les Insoumis. C'est aussi une façon d'inviter Pierre Laurent, toujours très frileux à rejoindre le second défilé, à changer d'avis.

Une photo de famille un peu trop parfaite

Alors que l'heure du déjeuner approche, chacune des formations présentes tente de mettre de la bonne volonté pour apparaître comme respectueuse de ses partenaires. « Il y a des plaies, reconnaît Clémentine Autain devant des militants inquiets des désaccords, il faut du temps pour les cicatiser. Mais nous sommes là pour rassembler. »

D'ailleurs, Pierre Laurent a prévu une belle photo de famille à 14 heures. Lors d'un discours qui doit être offensif contre le gouvernement, et appelant à s'unir contre la casse sociale, il a invité tous les responsables des forces de gauche. Socialistes, Insoumis, écologistes, syndicalistes... En tout, plus d'une trentaine d'élus et cadres vont entourer le podium, au moins pour que l'image soit belle et marquante. Sauf, bien entendu, Jean-Luc Mélenchon dont le déplacement à La Réunion ce week-end alimente les discussions.

Sur la grande scène, au bout du parc, les concerts de la journée vont débiter. Le programme annonce « Salut, c'est cool ». Le moment que choisit Pierre Laurent pour son discours d'une heure. La tente du PCF est pleine à craquer pour l'écouter et observer la brochette de responsables de gauche. Pour les socialistes, Anne Hidalgo arrive en retard, mais le parti a envoyé une délégation avec notamment Rachid Temal, porte-parole, et Olivia Polski, secrétaire nationale à la communication. Les députés insoumis (Alexis Corbière, Éric Coquerel, Caroline Fiat, Adrien Quatennens, Clémentine Autain) ont tous pris

place au premier rang. Benoît Hamon est là, tout comme David Cormand, secrétaire national d'EELV. Les députés Marie-George Buffet et André Chassaigne, pour le PCF, sont en bonne place.

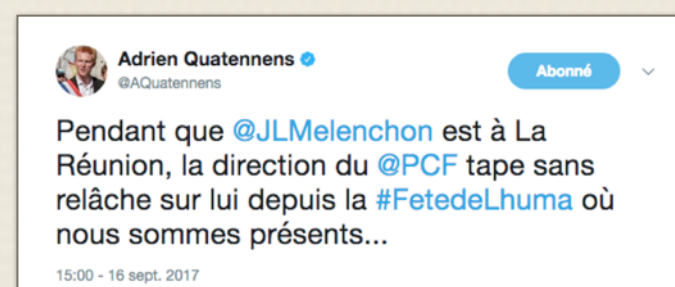


Pierre Laurent lors de son discours le 16 septembre 2017 à la Fête de l'Humanité devant des représentants de la gauche. © MJ

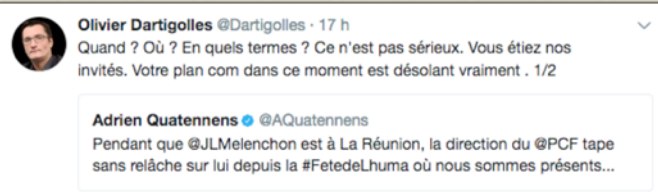
À peine s'est-il réjoui de l'affluence et de la réussite de la Fête que le secrétaire général du PCF fait allusion au grand absent : « On parle beaucoup de l'absence du candidat qui parle beaucoup du peuple. Regardez ce peuple ! », attaque-t-il, défiant ainsi les Insoumis d'être le seul mouvement de rassemblement. « Personne ne peut prétendre détenir la vérité à lui tout seul », dit-il quelques instants plus tard, alors qu'il vient d'énumérer « le sens de cette rencontre » : « dialogue », « écoute », « construction en commun ».

Au fil de son propos, Pierre Laurent enchaîne les piques, plus ou moins explicites, à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise. Il dit ne pas regretter d'avoir appelé à voter contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, allusion à peine voilée à la position ambiguë du candidat Mélenchon à cette époque. Il dit aussi : « Nous avons besoin de travailler et de collaborer ensemble. Pas de nous dissoudre et de fusionner », façon d'évoquer la tentation d'hégémonie de La France insoumise. Il demande d'arrêter d'activer les ressorts du « dédagisme », visant l'un des leviers politiques utilisés par Jean-Luc Mélenchon. Enfin, à aucun moment il ne cite le rassemblement du 23 septembre, après avoir appelé à descendre dans la rue deux jours avant à l'appel des syndicats.

Sur les chaises alignées à la droite du podium, les visages des représentants de La France insoumise se crispent. Devant les spectateurs, une histoire sans paroles, du moins sans réplique, se joue. Pour celles et ceux qui sont connectés au réseau social Twitter, la pièce est différente, le deuxième acte a déjà commencé. C'est Adrien Quatennens, le député du Nord, qui dégage le premier avec un message offensif, alors que le discours de Pierre Laurent continue : « Pendant que Jean-Luc Mélenchon est à La Réunion, la direction du PCF tape sans relâche sur lui depuis la Fête de l'Humanité où nous sommes présents. »



Ce à quoi Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, répond dans la foulée, toujours sur Twitter : « Quand ? Où ? En quels termes ? Ce n'est pas sérieux. Vous étiez nos invités. Votre plan com dans ce moment est désolant vraiment. »



Le discours d'une heure se termine. Les Insoumis clament leur déception et parlent de mépris. Benoît Hamon poste rapidement un message remerciant chaleureusement Pierre Laurent pour son invitation. Anne Hidalgo a déjà disparu. Chacun continue la pièce dans les travées de la Fête. Jean-Luc Mélenchon est toujours à La Réunion. Pierre Laurent repart avec ses mirages d'union. Sur la grande scène, le groupe dénommé « Un air, deux familles » vient de commencer à jouer. La programmation musicale est toujours très pointue à la Fête de l'Humanité.

mediapart.fr

II) Ce que les enquêtes sur la souffrance au travail ne disent pas

Sandrine Hollet-Haudebert et Florence Allard-Poesi

Si les enquêtes sur la souffrance au travail permettent de repérer les catégories de salariés les plus à risque, elles taisent d'autres problématiques pourtant essentielles.



Bureaux de LinkedIn à San Francisco, le 18 août 2014 | Sylvain Kalache via Flickr CC License by

Considérée comme le fléau du siècle, un problème passager ou une maladie invalidante, la souffrance au travail est un phénomène dont la connaissance ne cesse d'évoluer. Le sujet de la souffrance au travail a été mis sur le devant de la scène avec la couverture médiatique de la vague de suicides chez France Telecom au printemps 2009.

Depuis octobre 2009, dans le cadre d'un plan de prévention du stress et des risques psychosociaux, les entreprises de plus de 1.000 salariés ont pour obligation de mettre en place des instruments de mesure du stress et des risques psychosociaux chez leurs employés. Pour conduire ces enquêtes, les entreprises ont, en général, recours à des cabinets de conseils supposés détenir les ressources et les compétences pour mener ces

Suite à la vague de suicides à France Télécom, le cabinet Technologia est retenu par les représentants syndicaux pour conduire l'audit.

À la mi-décembre 2009 un rapport préliminaire rédigé par le cabinet et présentant les résultats de cette grande enquête est dévoilé: c'est ici le point de départ de notre recherche (cette recherche a fait l'objet d'une publication dans la revue Human Relations). Nous avons analysé le rapport en question mais également le questionnaire administré aux 80.080 employés de France Telecom entre le mois d'octobre et novembre 2009.

L'objectif de notre travail est d'étudier les visibilités et invisibilités produites par les questionnaires destinés à mesurer la souffrance au travail. En arrière-plan, nous souhaitons interroger la performativité des instruments de mesure, autrement dit, quelle réalité et quelle conception de la souffrance sont véhiculées par ces enquêtes?

Ce que l'enquête laisse voir et entendre

L'enquête Technologia pour France Telecom comprend 172 questions sur l'individu lui-même. Pour répondre, le salarié est censé tenir une sorte de comptabilité des événements de sa vie, afin d'en apprécier la durée, la fréquence, le rythme et la récurrence. Il doit être à la fois capable d'identifier des émotions variées comme la peur, le désespoir ou la tristesse, et d'évaluer l'impact de la souffrance sur son corps, sa santé mentale et ses comportements.

Le questionnaire propose également au salarié d'évaluer son environnement immédiat, les exigences de son travail, l'autonomie et l'influence qu'il peut avoir sur ce travail d'une part (item 15 : «Dans ma tâche, j'ai très peu de liberté pour décider comment je fais mon travail»), les récompenses symboliques et matérielles qu'il peut en tirer, d'autre part. Au travers de ces questions, la relation de travail apparaît ainsi comme une transaction – qu'est-ce que l'on «reçoit» en contrepartie de ce que l'on «donne» –; l'environnement est une contrainte à laquelle le salarié est soumis sans prise réelle sur celui-ci.

Le rapport, largement diffusé par les différents médias, met en évidence une baisse du sentiment de fierté d'appartenance à France Telecom et une dégradation des conditions de travail. À l'aide du modèle de Karasek (modèle très populaire non seulement dans les enquêtes sur le stress au travail mais aussi dans le milieu académique), le rapport met également en avant les personnes les «plus» en souffrance: les fonctionnaires, les non-cadres, les moins qualifiés et les personnes en charge du service client.

Des graphiques opposent certaines catégories de travailleurs comme les managers en «situation de travail détendu» et les fonctionnaires en «situation de travail tendu», ces derniers souffrant, selon le rapport, d'un manque d'adaptabilité et d'adéquation de leur profil à l'emploi. Dans ce rapport, la souffrance semble reposer sur la seule position de l'individu au sein de l'entreprise. Les aspects psychologiques, moraux, de santé et ceux relatifs à la tâche sont occultés au profit de classifications administratives.

Ce que l'enquête masque et tait

Si l'enquête a la capacité d'identifier et de cibler des plans d'action précis en direction de certaines catégories de travailleurs, l'étude crée aussi des zones d'invisibilités, autrement dit des dimensions qui, parce qu'elles ne sont ni observées ni mesurées, ne sont pas discutées et restent silencieuses.

Il est le Président de tous les Français. Mais il est également un Français comme les autres. Et son entourage voudrait bien que cela se sache. Surtout lorsque le chef de l'État donne de sa personne.

Emmanuel Macron est depuis mardi 12 septembre à Saint-Martin. L'île a été ravagée par l'ouragan Irma. Le chef de l'État est venu au chevet des victimes. Mais pas que.

Selon RTL, certains proches du Président ont tenu à faire savoir qu'Emmanuel Macron n'était pas venu aux Antilles pour se la couler douce. Non. Le leader de la cinquième puissance du monde fait "comme les sinistrés" et **dort sur un lit de camp** dans la gendarmerie. Même chose pour les **toilettes et la douche**. Ce sera avec un **seau d'eau**. À la dure.

Le chef de l'État l'a lui-même admis mardi lors d'un point presse :

Je vais faire comme les habitants ici puisque je serai avec eux ce soir [mardi]. Il n'y a pas le choix. Mais moi je repartirai demain. Et eux, ils le font depuis plusieurs jours et encore plusieurs jours.

Autre mise en scène : Emmanuel Macron a **patrouillé avec les gendarmes** de Saint-Martin une partie de la nuit.

Ces gestes ne sont surement pas gratuits. Leur publicité non plus. Arrivé mardi aux Antilles, **le chef de l'État a dû affronter la colère de certains habitants, excédés**. Montrer qu'il vit dans les mêmes conditions qu'eux après le passage d'Irma, ne serait-ce que pour 24h, cela porte un nom : la communication.

Premièrement, l'environnement économique, stratégique et idéologique du salarié n'est pas pris en compte. L'environnement est réduit aux personnes interagissant avec le salarié quotidiennement (le manager, le client, les collègues) et/ou occasionnellement (les services RH). S'il semble illusoire de prendre en considération l'ensemble des facteurs de la souffrance (principalement pour des raisons statistiques), l'enquête retient le plus petit dénominateur commun des études, à savoir la qualité de la relation avec le manager. Par exemple, on aurait pu s'attendre à ce que le questionnaire interroge les salariés sur les différents changements stratégiques entrepris par France Télécom, comme l'appréciation par les salariés du plan NeXT, projet visant à transformer le groupe de télécommunications. On sait pourtant que les changements dans les situations de travail sont des facteurs qui accroissent l'incertitude et par voie de conséquence le niveau de stress.

Deuxièmement, alors que le questionnaire reconnaît l'individu comme doté d'émotions et de valeurs, le rapport donne à penser que les individus souffrent parce qu'ils n'ont pas les ressources suffisantes pour effectuer leur travail ou qu'ils ne sont pas suffisamment récompensés. Dans cette perspective, l'individu n'a pas à penser, apprécier et/ou participer de manière active aux orientations stratégiques de l'entreprise. Ainsi les aspects culturels, politiques et stratégiques de l'individu sont tus.

Certes le questionnaire, comme le rapport, sont l'objet de compromis entre exigences scientifiques et les attentes des parties prenantes

au comité de pilotage (syndicats, direction, consultants); il permet également de mettre la souffrance au travail au cœur de l'actualité. Notre analyse souligne cependant un écart important entre la conception du travail des salariés portée par les discours managériaux (un salarié rationnel, autonome, capable de prendre des risques et de les maîtriser) et les instruments de mesure de la souffrance au travail qui le considèrent comme un individu plutôt passif, calculant ses efforts et récompenses au mieux, le rabattant à sa position dans l'organisation au pire.

L'apparente neutralité du questionnaire et son caractère scientifique (légitimé par l'utilisation – complète ou partielle – d'échelles de mesure) tendent cependant à limiter, si ce n'est taire, toute interrogation et débat sur ces outils. Il appartient donc aux chercheurs, mais également aux concepteurs et lecteurs de ces questionnaires et enquêtes, de se ressaisir de ces outils et d'interroger ce que, par construction, ils disent et taisent.

Slate

III) Les associations s'organisent contre la suppression des emplois aidés

Fanny Dollberg (Reporterre)



La décision du gouvernement de supprimer 260.000 contrats aidés sur deux ans constitue un immense plan de licenciement. Il affecte durement le secteur associatif et les associations environnementales.

Le 7 août, le gouvernement annonçait par la voix de Muriel Penicaud, ministre du Travail, un plan de licenciement massif comme on n'en a jamais vu : la suppression de dizaines de milliers de contrats aidés. La décision prise de façon brutale, sans discussion ni concertation, et sans solution de remplacement a surpris tout le monde. Les répercussions sont multiples et les secteurs et personnes concernés nombreuses.

En 2016, 460.000 contrats aidés avaient été signés, tous secteurs confondus. Après avoir annoncé 280.000 contrats aidés pour l'année 2017, le gouvernement a finalement rehaussé ses chiffres à 310.000 contrats aidés. Mais pour l'année 2018, seulement 200.000 contrats aidés sont prévus. Le calcul est simple, rapide, et sans appel : 260.000 contrats aidés en moins en deux ans, soit autant de personnes qui risquent de

perdre leur travail.

L'impact sera important sur le monde associatif, déjà fragile. Il se mobilise et une réunion publique s'est tenue à La Bourse du travail à Paris, jeudi 14 septembre. Organisée par le syndicat Asso, elle avait pour objectif de préparer et d'organiser la réaction contre ces suppressions. Asso (Action des salariés du secteur associatif) est un syndicat qui lutte contre les dérives de l'application du droit du travail dans le secteur associatif.

Le monde associatif est globalement précarisé car il manque de financement pérenne. Il compte aujourd'hui 1,8 millions de salariés. 53 % des salariés associatifs sont en CDI (contrat à durée indéterminée) contre 80 % dans le secteur privé. C'est un salariat très féminisé, plutôt jeune avec énormément de contrats atypiques tel que les contrats aidés mais pas seulement : on y trouve aussi de nombreux contrats d'engagement éducatif, des volontariats en service civique, des stages. Parmi ces 1,8 millions de salariés, 130.000 sont des personnes en emplois aidés, soit 8 % du salariat associatif.

Ces personnes sont essentielles au fonctionnement des associations et à la démocratie locale. Nombre d'entre elles sont présentes dans des structures d'insertion professionnelle, sanitaires et sociale (Resto du cœur, Croix rouge), et associations environnementales. La suppression des contrats aidés a des conséquences concrètes dans les associations environnementales comme chez les autres.



Lors de la réunion à la Bourse du travail, le 14 septembre.

Jennifer Lombard est animatrice d'atelier vélo à Metz à vélo. Cette association agit auprès des élus pour qu'une véritable politique d'intégration du vélo soit mise en œuvre dans la ville. Elle incite les habitants à découvrir l'usage du vélo à travers diverses activités : un atelier associatif de réparation, un atelier de sensibilisation à la réduction des déchets liée au cyclisme, un centre de documentation sur le vélo, des balades hebdomadaires et mensuelles, une école de vélo pour adultes.

Jennifer est l'unique employée de Metz Vélo. Elle a été embauchée pour développer l'association. Les autres personnes qui y travaillent sont bénévoles. Jennifer est en contrat aidé, et celui-ci s'achèvera à la fin du mois. et ne sera pas reconduit. Avec la suppression de son contrat et donc de son poste, c'est l'ensemble des ateliers et le maintien même de l'association qui sont mis en péril. « Si l'association propose moins d'ateliers, il y aura moins de retours, c'est un cercle vicieux », dit Jennifer.

Metz à vélo fait partie d'un réseau d'associations de la région dont toutes sont menacées par la suppression des contrats aidés. Elles ont lancé une pétition qui circule à travers les ateliers du réseau dans le but de sensibiliser et d'impliquer les

usagers.



A Lunéville, Recyclune recycle et lutte contre le gaspillage. Elle est menacée par la décision gouvernementale.

Isabelle Picot est coordinatrice des activités de la recyclerie/ressourcerie Recyclune à Lunéville, près de Nancy. Elle aussi est l'unique employée de l'association et coordonne l'équipe de quinze bénévoles qui s'engagent dans l'association. Comme la recyclerie n'existe que depuis un an et demi, elle n'a pas suffisamment d'ancienneté pour accéder à des subventions.

L'association met en œuvre « une dynamique collective permettant de consommer autrement, d'agir pour la préservation de l'environnement, de lutter contre le gaspillage et de créer du lien social ». Elle lutte au quotidien contre le gaspillage d'objets et de matériaux en bon ou mauvais état déposés dans les déchetteries ou donnés par leurs propriétaires. Les objets sont récupérés pour être ensuite remis en circulation, en l'état ou après réparation.

Les ateliers à Recyclune sont nombreux : atelier de relooking de meubles, ateliers créatifs, activités d'éducation à l'environnement et de sensibilisation sur nos modes de consommation, tous visant à créer du lien social en favorisant la rencontre de personnes de différents milieux sociaux, de différentes origines, de différentes générations. Un café solidaire y a également été créé, ou l'on peut trouver entre autres un jardin partagé et y échanger des objets, des savoir-faire, des services...

C'est en se rendant à Pôle emploi cet été dans le but d'engager un deuxième salarié en contrat aidé au sein de l'association que les responsables associatifs de Recyclune ont été découverts la décision du gouvernement. Quant à Isabelle, son contrat aidé prenant fin le 1er septembre, elle est maintenant sans emploi, mais continue de travailler à la ressourcerie comme bénévole. Elle a néanmoins récemment appris que son contrat pourrait peut-être être renouvelé un an à partir du 1er octobre. Si tel n'est pas le cas, elle ne sera plus en mesure de gérer les bénévoles et c'est donc tout le fonctionnement de l'association qui serait remis en cause. Si elle le pouvait, l'association pourrait employer cinq ou six personnes en contrats aidés. Elle envisage maintenant de se tourner vers les services civiques pour continuer à tourner.

LAPRESSEENREVUE.EU



« La destruction des emplois aidés est une catastrophe humaine et une catastrophe sociale », dit Florian Martinez (en tee-shirt, à gauche).

« La destruction de tous ces emplois n'est pas seulement une catastrophe humaine pour les personnes concernées » dit à Reporterre Florian Martinez, porte parole du syndicat Asso. « C'est aussi une catastrophe sociale parce qu'il y a un certain nombre de services qui ne pourront plus être rendus à la population. » Des services d'intérêt général qui ont été délégués par l'état à des associations et qui sont très importants. « C'est donc une mesure qui pourrait impacter toute la société. C'est pour cela que tout le monde est concerné et doit se mobiliser. »

Et de poursuivre : « Le gouvernement s'en prend à toutes ces personnes éloignées de l'emploi, et de façon générale aux services publics, au secteur associatif et à tout ce qui fait que notre société vit bien ensemble jusqu'à maintenant. »

Pendant la réunion à la Bourse du travail, plusieurs personnes ont évoqué leur situation. Certaines ont d'ores et déjà perdu leur travail, d'autres sont dans l'attente et l'incertitude, d'autres encore devaient embaucher lors de la rentrée en contrats aidés mais se retrouvent bloqués. L'assemblée a coupé court aux témoignages pour se concentrer sur la mobilisation à lancer : interpellier les députés, les élus, se rendre au forum des associations, se syndicaliser, multiplier les happenings, dénoncer la précarité.



Une « carto crise » pour visualiser l'ampleur des dégâts provoqués par la suppression des contrats aidés.

Le syndicat a lancé sur son site internet une carto-crise, qui recense le nombre d'emplois effectivement supprimés, de dire quels services ne seront plus rendus aux citoyens et quels impacts à court terme et à long terme pourront avoir ces suppressions d'emplois.

Le syndicat a également organisé plusieurs actions cette dernière semaine et compte multiplier dans les semaines à venir. Mercredi 13 septembre par exemple, un happening à Pôle emploi a été organisé, une action facilement reproductible.

Le gouvernement a reculé pour l'Outre-mer et pour de grosses structures



Lors de la réunion à la Bourse du travail, le 14 septembre.

En Outre-Mer où les contrats aidés sont très nombreux, la population s'est mobilisée rapidement et a obtenu gain de cause, une enveloppe supplémentaire. Une victoire partielle mais une victoire quand même.

À l'Éducation nationale où les emplois aidés des AVS (auxiliaire de vie scolaire) qui accompagnent les enfants en situation de handicap, et des ATSEM (aide technique et éducatives aux institutrices) étaient menacés, les gens se sont également mobilisés et ont pu passer certains accords.

Les Restos du cœur, à Grenoble, ont tout de suite alerté et mis en garde sur le fait qu'ils ne serviraient plus de repas chaud. Les grandes associations avec une importante visibilité comme les Resto du cœur ou la Croix rouge négocient avec le gouvernement le maintien des contrats aidés au sein de leur structure.

Source : Fanny Dollberg pour Reporterre
Photos : © Fanny Dollberg/Reporterre

Reporterre
le quotidien de l'écologie

IV) Redonner du sens à sa vie pour guérir

Par Pascale Senk



88603247/beeboys - stock.adobe.com

À ceux pour qui la quête du bien-être ne suffit pas, la psychothérapie existentielle montre ses effets positifs.

Ceux qui sont passés par ce qu'on appelle pudiquement des «accidents de la vie» - diagnostic de maladie fatale, deuil brutal, psycho-traumatisme... - le savent bien: le pire, c'est «à quoi bon?», cette question qui peut devenir insistante dans leur tête... et leur âme. Un sentiment d'absurde venant inhiber toute envie de se relever, de «repartir» dans la vie.

Ainsi, Isabelle Delattre, rescapée du cancer. Il y a quelques années, à peine s'en remettait-elle personnellement que celui-ci venait, en à peine neuf mois, emporter son mari. De quoi la laisser à terre, et sans perspective, pendant de longues semaines. «Le pire, c'est le sentiment de vide. Comme si on n'arrivait pas à se redonner de la substance », confie-t-elle.

Cette forme de désespoir n'arrive pas qu'aux blessés de la vie. Elle peut saisir et miner, au quotidien, des personnes que l'on qualifiera de dépressives parce qu'elles ne trouvent plus le goût de vivre. Un désarroi que le psychiatre et neurologue Viktor Frankl (1905-1997) désignait comme «une souffrance qui ne trouve plus de sens».

Se confronter avec le sens de la vie ne peut être que le signe de consciences élevées

Viennois proche de Freud géographiquement et culturellement, Frankl s'est pourtant très tôt éloigné de l'inventeur de la psychanalyse. En effet, pour cet «autre» psychiatre et neurologue, certaines névroses, loin de n'être qu'un dérèglement émotionnel, n'ont rien de pathologique. Elles relèvent d'un désespoir existentiel que Frankl voyait même comme «une réalisation et un accomplissement». Lui qui était nourri de philosophie le savait bien: comment vivre sans s'interroger sur notre finitude, notre responsabilité dans le monde et surtout nos raisons de vivre? Se confronter avec le sens de la vie ne peut être que le signe de consciences élevées.

Il n'empêche qu'il chercha à libérer de ce vide existentiel ceux qui en souffrent en créant la logothérapie, une forme de psychothérapie rattachée au mouvement des psychothérapies existentielles si important aux États-Unis, et notamment représenté par, outre Frankl, Irving Yalom.

Isabelle Delattre est l'une des patientes ayant bénéficié de la logothérapie naissante en France et notamment pratiquée par le Pr Georges-Elia Sarfati qui vient notamment de traduire Retrouver le sens de la vie de Viktor Frankl (Éd. Interéditions). Pourtant, suite aux épreuves qu'elle avait endurées, elle ne pensait pas «aller voir un psy». «Je fonctionnais, au travail, en famille, mais sans parvenir vraiment à reprendre mes marques, explique-t-elle. Je voulais faire un point sur ce qui me tenait vraiment à cœur... Et me projeter dans le futur.»

C'est alors que sa rencontre avec un logothérapeute lui permet de travailler sur ce qui, dans ses choix, ses envies, peut l'aider à continuer. Là où la psychanalyse traditionnelle est essentiellement investigation du passé, la logothérapie se veut plutôt prospective.

Élaborée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette « grille existentielle » (Pathos, éros et éthos) se voit désormais corroborée par les plus récentes recherches scientifiques

En trois mois de rencontres hebdomadaires avec son logothérapeute, Isabelle parvient à mettre au jour un désir profond: faire de l'écriture - la sienne - une source de sens. Puis, dans la foulée, elle-même devient logothérapeute et anime désormais des groupes de parole mis en place pour les patientes cancéreuses au centre Hartmann, à Neuilly.

Son parcours est très emblématique des «valeurs de sens» mises à jour par Frankl, ces socles sur lesquels chacun peut s'appuyer pour «transformer son désarroi en triomphe moral». Selon lui, elles relèvent de trois ordres: le pathos, l'engagement pour une cause, le fait de contribuer au monde... ; l'éros: valeurs de relations, d'amitié, d'amour ; et enfin l'éthos: la capacité à garder une attitude positive en face de la souffrance.

Élaborée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, cette «grille existentielle» se voit désormais corroborée par les plus récentes recherches scientifiques. Ainsi, une journaliste new-yorkaise, Emily Esfahani Smith, a mené une grande enquête sur la quête de sens et ce qui semble aider chacun, de manière singulière, à en retrouver. Son passionnant essai, *Je donne du sens à ma vie* (Éd. Leduc.s), montre que Frankl voyait juste: le contact avec la transcendance, qu'il s'agisse de beau, d'art ou de foi ; le sentiment d'appartenance à une «tribu» ou l'identification des valeurs qui nous importent vraiment ; la capacité à raconter son histoire sont autant de piliers qui montrent objectivement leur pouvoir de guérison dans des parcours dramatiques comme ceux des vétérans du Vietnam, mais aussi chez ceux qui traversent une période de dépression. Quels que soient ces cas, c'est à chacun de dessiner dans sa vie, de manière singulière, la forme qu'en prendra le sens (re)trouvé.



V) Il est inutile de vouloir réformer le système éducatif en France, il faut en changer



Rentrée des classes. Petit Louis/Flickr, CC BY

Cinquième puissance économique du monde, la France voit son système éducatif classé 27e dans le classement des Bernardins, qui mesure la qualité des systèmes éducatifs des pays de l'OCDE, tandis que selon PISA l'école française est l'une des plus inéquitables. Notre système est à bout de souffle et irréformable. Il faut en changer pour revenir dans les toutes premières places mondiales d'ici 10 ans. Comment faire ?

Un exemple : la Finlande

En 1950, un pays européen avait un double système éducatif : l'un, destiné principalement à la population rurale, qui durait seulement six ans, et l'autre réservé à ceux vivant dans les villes et les grandes municipalités, qui leur donnait accès à une éducation secondaire de deux à trois ans pour se diriger ensuite soit vers des études professionnelles, soit vers des grammar schools (cinq ans) ouvrant la porte de l'université.

Le système éducatif était donc inégalitaire, et fortement ségrégué suivant l'origine sociale des jeunes. La situation devint encore insoutenable avec la montée de la mondialisation et de l'urbanisation.

La décision fut prise d'envisager la création d'un système éducatif unique. Dans la tradition de ce pays, de longues consultations prirent place, des commissions furent créées, des études de cas (plusieurs centaines) furent lancées, cela pendant 18 ans. C'est en effet seulement en 1968 qu'enfin la loi créant l'école unique et obligatoire de 7 à 16 ans fut votée. Et encore, faudra-t-il encore attendre neuf ans, jusqu'en 1977, pour qu'elle soit complètement mise en œuvre : elle entra, en effet, en vigueur en 1972 et fut d'abord expérimentée dans le nord du pays, la partie la moins peuplée, avant de progressivement être appliquée dans le reste du pays et dans les grandes villes situées dans le sud. En l'an 2000, les premiers résultats de PISA paraissaient et ce pays arrivait à la première place du classement. C'était la Finlande.

L'état de la France

Quelles leçons peut-on en tirer pour la France ? Dans notre pays, comme autrefois en Finlande, il existe deux systèmes éducatifs : l'un qui fonctionne assez bien pour les classes supérieures et moyennes, et l'autre qui donne de mauvais résultats pour les autres classes ; il y a évidemment des exceptions selon son lieu de résidence et en conséquence l'établissement scolaire auquel on a accès.

Mais les études internationales, comme PISA, montrent que, si l'on est d'origine modeste, on a beaucoup moins de chances que dans les autres pays de l'OCDE de réussir à l'école et beaucoup plus de décrocher du système scolaire avant la fin de sa scolarité obligatoire. L'explication qui est donnée est qu'en France l'impact du milieu social sur les performances des élèves d'origine modeste (le fameux déterminisme social) est moins bien compensé par l'école que dans les autres pays.

En d'autres mots, l'école ne corrige pas les inégalités sociales, elle les perpétue (quand elle ne les aggrave pas). La République, qui doit œuvrer également pour tous, manque donc à ses devoirs et l'école républicaine, qui doit assurer l'égalité

Un nouveau système pour la France

En conséquence de quoi, comme l'a fait la Finlande, plutôt que de tenter de réparer les dysfonctionnements du système actuel – ce que l'on a fait sans grand succès depuis 35 ans (les premières mesures d'éducation prioritaire ont été prises en 1981) – il convient plutôt de créer un

nouveau système.

De même, en s'inspirant de la Finlande, on verra d'organiser la gouvernance générale de ce projet en respectant les cinq règles suivantes :

➤ Établir des objectifs clairs avec une date butoir précise ;

➤ Mettre au point une série de mesures précisant le rôle des différents acteurs de l'éducation et fixant un calendrier de mise en œuvre pour chacune ;

➤ Mobiliser tous les moyens nécessaires (financiers, physiques, administratifs, juridiques, humains) ;

➤ Faire participer tous les acteurs de l'éducation dès le début à l'élaboration du projet afin de garantir leur appropriation et partant leur soutien au projet ;

➤ Tester la mise en place du projet dans une ou deux régions afin qu'il soit évalué puis éventuellement généralisé dans l'ensemble du pays.

Le projet similaire à celle de la Finlande qu'il faut donc mener consiste à créer un système éducatif unique permettant à tous les élèves, quelle que soit leur origine sociale, d'être en situation de réussir en classe (étant entendu que le système ne pouvant pas compenser l'inégalité de talents, il y aura toujours parmi les élèves des résultats inégaux). Toutes les mesures formant la réforme doivent avoir pour objectif de réduire les inégalités sociales qui handicapent l'apprentissage des élèves et de réduire les inégalités scolaires.

Quelles mesures mettre en place ?

En s'inspirant des systèmes éducatifs qui sont les plus équitables et qui permettent aux élèves d'avoir les meilleurs résultats, le nouveau système devrait prendre forme grâce aux mesures suivantes (Ce projet est expliqué en détail dans l'ouvrage *Réconcilier la République et son école*) :

➤ Une décentralisation vers les régions de l'ensemble de la politique de l'éducation (la formation des enseignants et les programmes restant nationaux) ;

➤ Une plus grande autonomie de l'ensemble des établissements (les écoles acquérant le statut d'établissements publics), et un leadership partagé ;

➤ La mise en place d'une gestion générale par objectifs tant au niveau national, que régional, que des établissements ;

➤ La suppression du corps des enseignants, la révision de leurs statuts, la suppression des concours de recrutement ;

➤ Un fort renforcement de la formation professionnelle initiale et continue des enseignants mettant l'accent sur l'acquisition de l'ensemble des méthodes pédagogiques, des formations concernant la pédopsychologie, la psychologie sociale, les neurosciences, la gestion de classes difficiles, les compétences génériques et notamment l'innovation, l'interdisciplinarité, le travail en équipe, le tutorat et le coaching, l'usage du numérique, et le goût pour les enseignants pour la recherche.

Des programmes moins encyclopédiques, plus interdisciplinaires, laissant leur place aux compétences y compris les compétences

génériques et sociales, recourant à des pédagogies plus inductives et plus différenciées, sans oublier le numérique pour développer l'apprentissage personnalisé, l'auto-apprentissage, la recherche documentaire, le travail en groupe.

➤ Un plan Marshall pour lutter contre les inégalités, l'échec et l'abandon scolaires, recourant là aussi au numérique.

➤ Le développement de relations plus coopératives et constructives entre l'école et les parents.

La France est le pays du Siècle des lumières qui a fait savoir que l'homme ne devait plus vivre sous tutelle, quelle qu'elle soit, mais décider de lui-même à partir de son propre jugement. Le fort centralisme et le système hiérarchique pyramidale, qui caractérisent notre système éducatif, étouffent les initiatives et incitent à l'individualisation alors qu'il faudrait davantage de travail collectif, de coopération, d'entraide et d'innovations.

Bernard Hugonnier, co-directeur du séminaire Ecole et République du Collège des Bernardins, a co-dirigé avec Gemma Serrano un ouvrage issu des réflexions du séminaire, « Réconcilier la République et son école » (Editions du Cerf, Paris, septembre 2017).

THE CONVERSATION

A Suivre...
La Presse en Revue